

Donald Trump confronté à un coup d'Etat rampant de la CIA



Requiem pour une nation ou pour un état pirate ?

« Donc, les gens du FBI, je vais vous dire, ils sont choqués, et ils vont se dire, je vous le garantis « Vous pensez que vous pouvez nous détourner de notre tâche parce que vous êtes en mesure d'intimider notre directeur, monsieur le président ? Mais vous n'êtes là que depuis 13 mois alors que nous existons depuis 1908. » Je sais comment cette partie doit être jouée, et nous allons la gagner. » Phil Mudd, ancien dirigeant du contre terrorisme à la CIA – interrogé sur CNN dans l'émission « Situation room » le 3 février 2018

« David Nunes (président du comité de contrôle des affaires de renseignements de la Chambre des représentants), depuis ces derniers mois, en remontant jusqu'au printemps de l'an passé, s'est engagé dans ces tactiques uniquement pour défendre, excuser et essayer de protéger M. Trump. Le fait que David Nunes et les Républicains aient refusé à la minorité Démocrate l'autorisation de publier son contre rapport est

ahurissant (Faux puisque le comité a voté à l'unanimité cette autorisation le 5 février) je pense que cela souligne combien M. Nunes est partisan. Il a outrepassé son rôle de président de ce comité. Et je ne dis pas cela avec légèreté » John Brennan, ancien directeur de la CIA sous Obama – au cours de l'émission de NBC « Meet the press ».

Voilà deux exemples d'attaques directes et de menaces de la part d'anciens fonctionnaires des services de renseignement à l'encontre d'un président des Etats-Unis en exercice et d'un parlementaire de haut rang, président d'un comité de surveillance des services de renseignement de la Chambre des Représentants à propos de la divulgation d'un mémorandum du « permanent select committee on intelligence » voté à la majorité des membres élus de ce comité sur le processus de mise sur écoute d'un membre de l'équipe de campagne du président Donald Trump avant et après son élection en 2017.

Ces deux « honorables » anciens dirigeants de la CIA sous Obama illustrent parfaitement ce que Michael Savage ou Rush Limbaugh ainsi que d'autres journalistes avaient caractérisé comme un coup d'état rampant de « l'état profond » contre le résultat de l'élection. Ce concept « d'état profond » concerne l'agglutination des services de sécurité avec le monde économique-politique de gauche ou mondialiste et le monde médiatique qui en dépend.

Cette guerre civile froide sévit depuis deux ans contre Donald Trump, mais avait vu le jour dès 2009 sous Obama avec l'éclosion des « Tea parties » qui s'opposait à ceux qui veulent un renforcement de l'état fédéral et providence alliés à la tendance mondialiste. Ce conglomerat mondialiste s'appuie sur l'ONU et les traités multilatéraux comme socle des futures institutions mondiales qu'ils espèrent et veulent imposer contre ceux qui ont choisi de fonder une nation il y a 250 ans, après l'avoir fait des colonies qui ont précédé l'indépendance des Etats-Unis, et qui tiennent à leur liberté d'être ce qu'ils sont sur leur territoire.

Ce combat entre la souveraineté d'un peuple sur son territoire, et du droit à son identité qui en découle, et le gouvernement mondial est le fondement de toutes les tensions qui écartèlent l'Occident, et explique leur intensité. Et en effet, c'est une lutte à mort où nul compromis n'est possible. Donald Trump, qui a basé son programme sur le seul mot de souveraineté, l'applique depuis un an avec les soubresauts qu'on connaît et la haine à son endroit qu'il doit supporter.

Je dois dire que ce combat va entrer – là-bas, aux Etats-Unis – dans une phase plus chaude : un conflit constitutionnel entre, d'un côté, la présidence et les institutions fédérales qui l'entourent, dont la légitimité est basée sur l'élection, et de l'autre, les agences fédérales peuplées de fonctionnaires menées par la CIA, le FBI, et dans une moindre mesure la NSA, alliées à une partie du monde judiciaire.

Et en effet, la question fondamentale à régler étant celle de la légitimité primant ou non sur la légalité apparente.

L'élection, en démocratie, est censée fonder le pouvoir des élus sur la volonté exprimée du peuple. Aux Etats-Unis, il reste quelque chose de l'implication du peuple dans la chose politique, et la dernière campagne l'a démontré. D'autre part, l'état et ses organes ne devraient être qu'un véhicule dont les nouveaux élus prennent le volant pour le conduire sur le chemin choisi.

Mais avec le temps, avec la durée des présidences gauchistes et centriste, Clinton, Bush et Obama, pendant un quart de siècle, les équipages du char de l'état ne se sentent plus au service du peuple, et encore moins de ceux qu'il a élu, mais au service d'une « politique » qui consiste à transformer en doctrine les habitudes acquises, qui est devenue consubstantielle à ces fonctionnaires qui habitent leurs service comme un récif dans une baie car ils ont été nommés et formés au cours de la longue séquence idéologique qui a suivi l'ère Reagan.

Et cette armée de fonctionnaires, ayant ses habitudes, ses ennemis et ses amis qui peuvent ne pas être ceux de la nouvelle équipe, se comporte en propriétaire de la nation et de son avenir, considérant ceux qui veulent changer le cours de l'histoire comme des sacrilèges, des fous ou des traîtres.

Dans ce sens, Kenneth Galbraith nous avait éclairés dans la fin des années 60 avec son livre sur la technostructure. Comme nouvel invariant politico-administratif.

Aujourd'hui la problématique est simple : va-t-on obéir à ces embrigadés du Big Brother, qui sont à son service parce qu'ils en sont la substance ?

Et sinon, va-t-on sortir de cette posture qui consiste à pester tout en respectant les procédures ou règlements qu'ils ont édictés pour immobiliser la seule force légitime : le peuple et la nation ? Va-t-on demeurer dans l'immobilité absolue d'une impuissance confortable quand on nous tue ? Ou va-t-on arracher à la terre ces racines qui nous lient et nous mettre en marche pour ne pas être transformés en statues de sel ?

Quand l'appareil d'Etat devient permanent face à un pouvoir qui ne l'est plus, voici venir le temps des prétoriens. Donald Trump a la lourde tâche de les renvoyer dans leurs casernes, de trancher quelques têtes et d'utiliser l'armée pour ce faire si les événements l'y obligeaient.

Quand la légalité devient la dalle qui scelle la tombe de la vie nationale, de la politique et de la liberté, il faut la briser. La légalité ne peut être légitime quand elle ordonne le suicide d'un peuple.

C'est le destin de Donald Trump et on espère qu'il l'accomplira.

Georges Clément